

# Rapport Débat d'Orientations Budgétaires 2022



## Éléments de contexte

I. Projet de Loi de Finances 2022

II. Les ratios et les chiffres clés du budget de la Ville:

- > Résultats du budget 2021
- > Analyse financière comparée 2020-2021
- > Etat de la dette

III. Orientations Budgétaires 2022

- > Hypothèses pour les Orientations Budgétaires 2022
- > Prospective financière 2022-2024

IV. Plan Pluriannuel d'Investissement 2021-2025

# Éléments de contexte

**Une reprise de l'économie mondiale teintée d'incertitudes:** crise sanitaire (pandémie COVID-19), ruptures d'approvisionnement (matières premières, énergie, semi-conducteurs, produits manufacturés...), accélération de l'inflation, tensions géopolitiques, etc.

**Des plans de relance largement financés par l'endettement:**

- **Dettes publiques mondiales de 88 000 milliards de dollars, soit près de 100 % du PIB.** En 2021 et 2022, elle devrait baisser d'environ 1 point de pourcentage par an, avant de se stabiliser aux alentours de 97 % du PIB.
- **Plans de relance des États-Unis et de l'Union Européenne :**
  - ✓ Ambition de produire des effets positifs, non seulement sur la croissance, mais aussi sur la transition vers une économie à la fois plus durable et plus inclusive.
  - ✓ L'Union Européenne a ainsi décidé de financer par la dette un plan de relance de 750 milliards d'euros jusqu'en 2026.

# Éléments de contexte

**Au niveau national, le contexte économique et budgétaire français est le suivant :**

- **Prévision de croissance du PIB 4% en 2022.** Après une récession de -8% en 2020, et une croissance de 6,25% en 2021.
- **Taux de chômage à 8%** dont 19,8 % chez les moins de 24 ans. Difficultés de recrutement signalées dans plusieurs filières.
- **Taux d'endettement de la France : 113,5% du PIB en 2022** après un pic à 115,3% en 2021.
- **Hausse de l'inflation (3,4% en 2021)** qui accompagne la reprise économique, avec un fort impact des prix de l'énergie. Le PLF 2022 table sur une stabilisation à hauteur de 1,5 % en 2021 et 2022.

# Éléments de contexte

**Les collectivités territoriales se sont fortement mobilisées pendant la crise sanitaire, qui continue encore aujourd'hui à impacter leurs actions, leurs charges et leurs ressources.**

La Cour des Comptes souligne que la crise a mis un point d'arrêt à la trajectoire financière globalement favorable constatée par les collectivités locales depuis plusieurs années.

Ainsi, en 2020, l'épargne brute globale a chuté de 10,3 %, alors que l'encours de dette augmentait de 5,3 Md€ (+3 %).

Les effets de la crise sanitaire et de la crise économique consécutive perdurent en 2021, même si c'est dans une moindre mesure.

# Éléments de contexte

Les **collectivités locales** ainsi **fragilisées**, et particulièrement **le bloc communal**, doivent en outre intégrer de **profondes modifications de la structure de leurs recettes** avec :

- **la suppression de la taxe d'habitation,**
- **la réduction des impôts dits « de production ».**

Ces réformes ne sont neutres financièrement qu'à l'instant de leur mise en œuvre et privent les collectivités locales du dynamisme de ces recettes, réduisant encore pour l'avenir les marges de manœuvre.

## Éléments de contexte

### I. Projet de Loi de Finances 2022

### II. Les ratios et les chiffres clés du budget de la Ville:

- > Résultats du budget 2021
- > Analyse financière comparée 2020-2021
- > Etat de la dette

### III. Orientations Budgétaires 2022

- > Hypothèses pour les Orientations Budgétaires 2022
- > Prospective financière 2022-2024

### IV. Plan Pluriannuel d'Investissement 2021-2025

# **I – Projet de Loi de Finances 2022**

Le **Projet de Loi de Finances pour 2022** prévoit en particulier les dispositions suivantes pour les **collectivités territoriales** :

- **Réforme des indicateurs financiers**
- **Stabilité de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)**
- **Dernière phase de la suppression de la taxe d'habitation**
- **Compensation de la TFPB exonérée pendant 10 ans pour la construction de logements sociaux**
- **Plan d'investissement « France 2030 »**



# I – Projet de Loi de Finances 2022

## Réforme des indicateurs financiers :

Le rôle de ces indicateurs est de mesurer la richesse fiscale et financière des collectivités locales qui ont un impact sur le calcul des dotations et des contributions (dotation globale de fonctionnement, dotation nationale de péréquation, contribution au fonds de péréquation intercommunal et communal...).

A partir de 2022 sont intégrés dans le calcul les produits liés à :

- la perception des droits de mutation,
- la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires,
- l'imposition forfaitaire sur les pylônes,
- la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE).

Le PLF 2022 prévoit la mise en place d'une fraction de correction qui va neutraliser en 2022 les effets de la réforme sur le niveau des indicateurs financier de 2021.

Ce lissage s'appliquera donc de 2023 à 2028 via un coefficient de neutralisation :

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Coefficient de neutralisation	100 %	90 %	80 %	60 %	40 %	20 %	0 %

# I – Projet de Loi de Finances 2022

## Stabilité de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

**La dotation globale de fonctionnement (DGF) des communes comprend la dotation forfaitaire (DF) et les dotations de péréquation verticale (DSU, DSR et DNP).**

**La (DGF) du bloc communal est fixée comme l’an dernier à hauteur de 18,3 milliards d’euros et 8,5 pour les départements. Soit un total de 26,8 milliards.**

**La Loi de Finances 2022 n’apporte aucune modification notable à ces dotations. En effet, le calcul de la dotation forfaitaire reste inchangé** (variation de population et écrêtement en fonction de l’écart à la moyenne du potentiel fiscal).

Ainsi, bien que ne tenant plus compte de la contribution au redressement des finances publiques (CRFP) depuis l’année 2018, la DF demeure toutefois soumise au mécanisme d’écrêtement.

**Point d’attention : l’ensemble des dotations sera impactée, à compter de 2023, par la réforme des indicateurs de richesse.** Ces nouveaux calculs ont comme objectif de neutraliser la réforme de la taxe d’habitation sur les résidences principales en vigueur depuis début 2021. Par conséquent, les potentiels fiscaux et financiers des communes seraient impactés et, indirectement, les calculs des dotations. Il faudra, cependant, attendre l’été prochain, afin d’avoir davantage d’informations suite à la publication des notes d’informations de la DGCL.

# Zoom sur l'évolution des dotations

	2019	2020	2021	Projection 2022
Potentiel fiscal / hab	852	880	894	/
Potentiel financier / hab	895	924	934	/
Effort fiscal	1,34	1,34	1,36	/
Pop. DGF	8 260	8 021	8 056	8 060
Dotation forfaitaire	354 449	321 367	312 195	299 904
<i>Écrêtement</i>	<i>14 181</i>	<i>10 539</i>	<i>12 475</i>	<i>15 594</i>
DNP	94 527	105 860	98 321	112 349
DSR péréquation	115 111	114 648	115 811	339 729
DSR cible	153 302	175 769	192 742	
<b>Total DGF</b>	<b>717 389</b>	<b>717 644</b>	<b>719 069</b>	<b>751 982</b>

# **I – Projet de Loi de Finances 2022**

## **Dernière phase de la suppression de la taxe d'habitation :**

**La suppression de la taxe d'habitation se poursuit : en 2022, les 20 % de contribuables payant encore la TH se verront appliquer un allègement de 65% et ne paieront plus rien en 2023.**

**Pour autant, l'impact de cette suppression sur les finances des collectivités territoriales n'est pas totalement connu : les associations d'élus, l'AMF en tête, demandent en effet des garanties sur la compensation à l'euro près de la taxe.**

**Elles souhaitent également que la compensation prenne en compte les avis d'impositions supplémentaires de l'année 2020 émis entre 2021 et 2023 afin que le calcul soit plus juste.**

**Dans tous les cas, le bloc communal ne dispose plus d'autre levier fiscal que :**

- La taxe d'habitation sur les résidences secondaires (taux figé jusqu'en 2022 donc retour du pouvoir de les modifier en 2023).**
- La taxe foncière sur le bâti.**
- La taxe foncière sur le non bâti.**

# **I – Projet de Loi de Finances 2022**

## **Compensation de la TFPB exonérée pendant 10 ans pour la construction de logements sociaux**

**Compensation intégrale par l'Etat aux collectivités, pendant 10 ans, de la perte de recettes liée à l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) dont bénéficie la production de logements locatifs sociaux, pour tous les logements locatifs sociaux faisant l'objet d'un agrément entre le 1er janvier 2021 et le 30 juin 2026.**

# I – Projet de Loi de Finances 2022

## Plan d'investissement « France 2030 »

**Il se compose de 34 milliards – 30 milliards de subventions et 4 milliards de fonds propres pour les entreprises – étalé sur cinq ans dont 3,5 milliards d'euros dans le PLF 2022. Ce plan d'investissement est ventilé de la façon suivante :**

- 8 milliards d'euros consacrés à l'énergie et la décarbonation de l'économie dont 2 milliards d'euros pour la filière hydrogène et 1 milliard au nucléaire,
- 6 milliards d'euros vers les secteurs de l'électronique et de la robotique,
- 5 milliards d'euros dans les start-up dont 2 milliards de subventions et 3 milliards de fonds propres,
- 4 milliards d'euros pour les transports notamment en direction des batteries et de la construction d'un avion bas carbone,
- 2 milliards d'euros doivent financer une « révolution du système agroalimentaire », dont 500 millions d'euros en fonds propres,
- 3 milliards d'euros fléchés vers la recherche et l'industrie de la santé, afin de produire d'ici 2030 une vingtaine de biomédicaments et développer les « dispositifs médicaux de demain »,
- 2,5 milliards d'euros vers la formation,
- 2 milliards d'euros pour la culture, l'exploration spatiale et des fonds marins.

## Éléments de contexte

### I. Projet de Loi de Finances 2022

### II. Les ratios et les chiffres clés du budget de la Ville:

- > Résultats du budget 2021
- > Analyse financière comparée 2020-2021
- > Etat de la dette

### III. Orientations Budgétaires 2022

- > Hypothèses pour les Orientations Budgétaires 2022
- > Prospective financière 2022-2024

### IV. Plan Pluriannuel d'Investissement 2021-2025

## II. Ratios et chiffres clés : Résultat du budget 2021 (CA provisoire)

	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	BUDGET PREVU 2021 (BP+DM)	REALISE 2021	Taux de réalisation	Répartition réalisé 2021
Opérations réelles	Charges à caractère général	1 929 429	1 641 649	85,1%	21,50 %
	Charges de personnel	3 889 000	3 845 266	98,9%	50,35 %
	Autres charges de gestion	2 183 050	2 087 731	95,6%	27,34 %
	Charges financières	115 000	53 389	46,4%	0,70 %
	Charges exceptionnelles	9 382	6 912	73,7%	0,09 %
	Atténuations de produits	2 113	2 113	0,0%	0,03 %
	Dotations aux amortissements et aux provisions	20 000	27	0,1%	0,00 %
	Dépenses imprévues				
Opérations d'ordre	<i>Virement à la section d'investissement</i>	2 558 639	0	/	
	<i>Transferts entre sections</i>	300 611	290 832	96,7%	
	<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>	<b>8 147 974</b>	<b>7 637 087</b>	<b>93,7%</b>	<b>100,00 %</b>
	<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>11 007 224</b>	<b>7 927 919</b>		



## II. Ratios et chiffres clés : Résultat du budget 2021 (CA provisoire)

	RECETTES DE FONCTIONNEMENT	BUDGET PREVU 2021 (BP+DM)	REALISE 2021	Taux de réalisation	Répartition réalisé 2021
Opérations réelles	Atténuations de charges	20 000	34 038	170,2%	0,41 %
	Produits des services	671 043	676 668	100,8%	8,05 %
	Impôts et taxes	5 996 717	5 549 271	92,5%	66,04 %
	Dotations, subventions	1 368 566	2 103 372	153,7%	25,03 %
	Autres produits de gestion	20 010	14 205	71,0%	0,17 %
	Reprises sur amortissements	0	15		
	Produits exceptionnels	8 469	25 500	301,1%	0,30 %
Opérations d'ordre	<i>Excédent antérieur reporté</i>	2 866 701	2 866 701	100,0%	
	<i>Transferts entre sections</i>	55 719	29 009	52,1%	
	<b>TOTAL RECETTES REELLES</b>	<b>8 084 804</b>	<b>8 403 069</b>	<b>103,9%</b>	<b>100,00 %</b>
	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>11 007 224</b>	<b>11 298 780</b>		

## II. Ratios et chiffres clés : Résultat du budget 2021 (CA provisoire)



Tableau du résultat du Compte Administratif 2021 du budget principal

	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Résultats reportés		2 866 700,99	64 991,30		64 991,30	2 866 700,99
Opérations de l'exercice (avec charges et produits rattachés)	7 927 918,67	8 432 078,51	3 854 582,34	3 750 662,49	11 782 501,01	12 182 741,00
<b>Totaux</b>	<b>7 927 918,67</b>	<b>11 298 779,50</b>	<b>3 919 573,64</b>	<b>3 750 662,49</b>	<b>11 847 492,31</b>	<b>15 049 441,99</b>
Résultats de clôture		3 370 860,83	168 911,15			3 201 949,68
Restes à réaliser			1 497 759,62	423 613,79	1 497 759,62	423 613,79
<b>Totaux cumulés</b>	<b>7 927 918,67</b>	<b>11 298 779,50</b>	<b>5 417 333,26</b>	<b>4 174 276,28</b>	<b>13 345 251,93</b>	<b>15 473 055,78</b>
<b>Résultats définitifs</b>		<b>3 370 860,83</b>	<b>1 243 056,98</b>			<b>2 127 803,85</b>

## II. Ratios et chiffres clés : Analyse financière 2020-2021



En K €	chapitre ou compte budgétaire	CA 2020	CA 2021	% CA 2020-2021
<b>Recettes de fonctionnement</b>		<b>8 276</b>	<b>8 390</b>	<b>1,36 %</b>
- Opérations d'ordre	042	5	29	82,76 %
<b>Produits des contributions directes</b>	7311&7318	<b>4 627</b>	<b>3 972</b>	<b>-16,49 %</b>
<b>Sous total fiscalité indirecte</b>		<b>1 204</b>	<b>1 357</b>	<b>11,27 %</b>
Attribution de compensation	73211	758	758	0,00 %
Droits de place	7336	8	9	11,11 %
Taxe Locale sur la Publicité Extérieure	7368	84	124	32,26 %
Taxe sur l'électricité	7351	166	176	5,68 %
Taxe add. sur les droits de mutation	7381	147	252	41,67 %
Taxes sur les pylones électriques	7343	40	37	-8,11 %
Autres taxes	7338	1	1	0,00 %
<b>Sous total dotations</b>		<b>1 756</b>	<b>2 312</b>	<b>24,05 %</b>
Dotation de Solidarité Com.	73212	60	67	10,45 %
FPIC	73223	92	142	35,21 %
Dotations, subventions et participations	Chapitre 74	1 604	2 103	23,73 %
<b>Sous total autres recettes</b>		<b>689</b>	<b>749</b>	<b>8,01 %</b>
Atténuation de charges	Chapitre 013	20	34	41,18 %
Produits des services, du domaine	Chapitre 70	638	676	5,62 %
Autres produits de gestion courante	Chapitre 75	17	14	-21,43 %
Produits financiers	Chapitre 76	0	0	0,00 %
Produits exceptionnels	Chapitre 77	14	25	44,00 %
<b>Dépenses de fonctionnement</b>		<b>6 977</b>	<b>7 637</b>	<b>8,64 %</b>
- Opérations d'ordre	042	296	290	-2,07 %
<b>Charges de personnel</b>	Chapitre 12	<b>3 597</b>	<b>3 845</b>	<b>6,45 %</b>
<b>Sous total charges d'exploitation</b>		<b>3 311</b>	<b>3 697</b>	<b>10,44 %</b>
Charges à caractère général	Chapitre 11	1 407	1 642	14,31 %
Autres charges de gestion courante	Chapitre 65	1 881	2 087	9,87 %
Intérêts courus non échus	66112	18	-41	143,90 %
Atténuation de produits	Chapitre 14	2	2	0,00 %
Charges exceptionnelles	Chapitre 67	3	7	57,14 %
<b>Intérêts de la dette</b>	66111	<b>69</b>	<b>95</b>	<b>27,37 %</b>

# Analyse financière budget 2020-2021

	En K €	CA 2020	CA 2021	% CA 2020-2021
<i>Recettes de fonctionnement</i>		8 276	8 390	1,36 %
<i>Dépenses de fonctionnement</i>		6 977	7 637	8,64 %
<i>Épargne de gestion</i>		1 368	848	-61%
<i>Intérêts</i>	66111	-69	-95	27,37 %
<i>Produits des cessions d'actif</i>	775	0	5	100,00 %
<i>Épargne brute</i>		1 299	748	-74%
<i>Taux d'épargne brute</i>		16%	9%	
<i>Épargne nette</i>		777	196	-296%
<i>- Remboursement de la dette en capital</i>	<i>Chapitre 16</i>	522	552	5,43 %
<i>Encours de la dette</i>		5 373	5 323	-0,94 %
<i>Ratio Dette / Épargne Brute</i>		4,14	7,12	

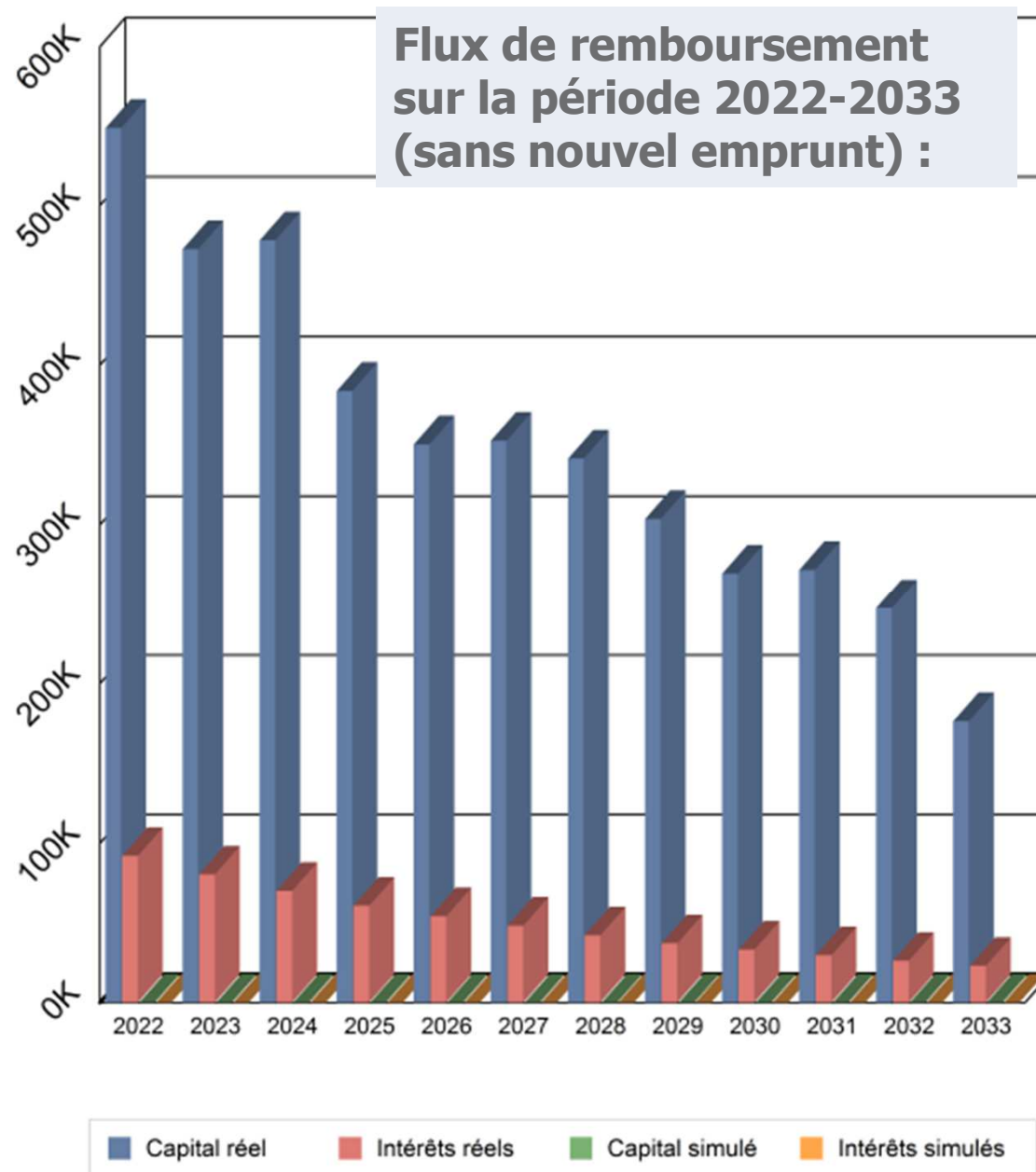
**Baisse du taux d'épargne brute à 9% en 2021** contre 16% en 2020 (épargne brute/recettes réelles de fonctionnement).

**Capacité de désendettement (ratio dette/épargne brute) à 7,12 ans en 2021** contre 4,14 ans en 2020. Le seuil d'alerte à ne pas dépasser est de 12 ans.

**Baisse de l'épargne nette à 196 K€ en 2021** contre 777 K€ en 2020.

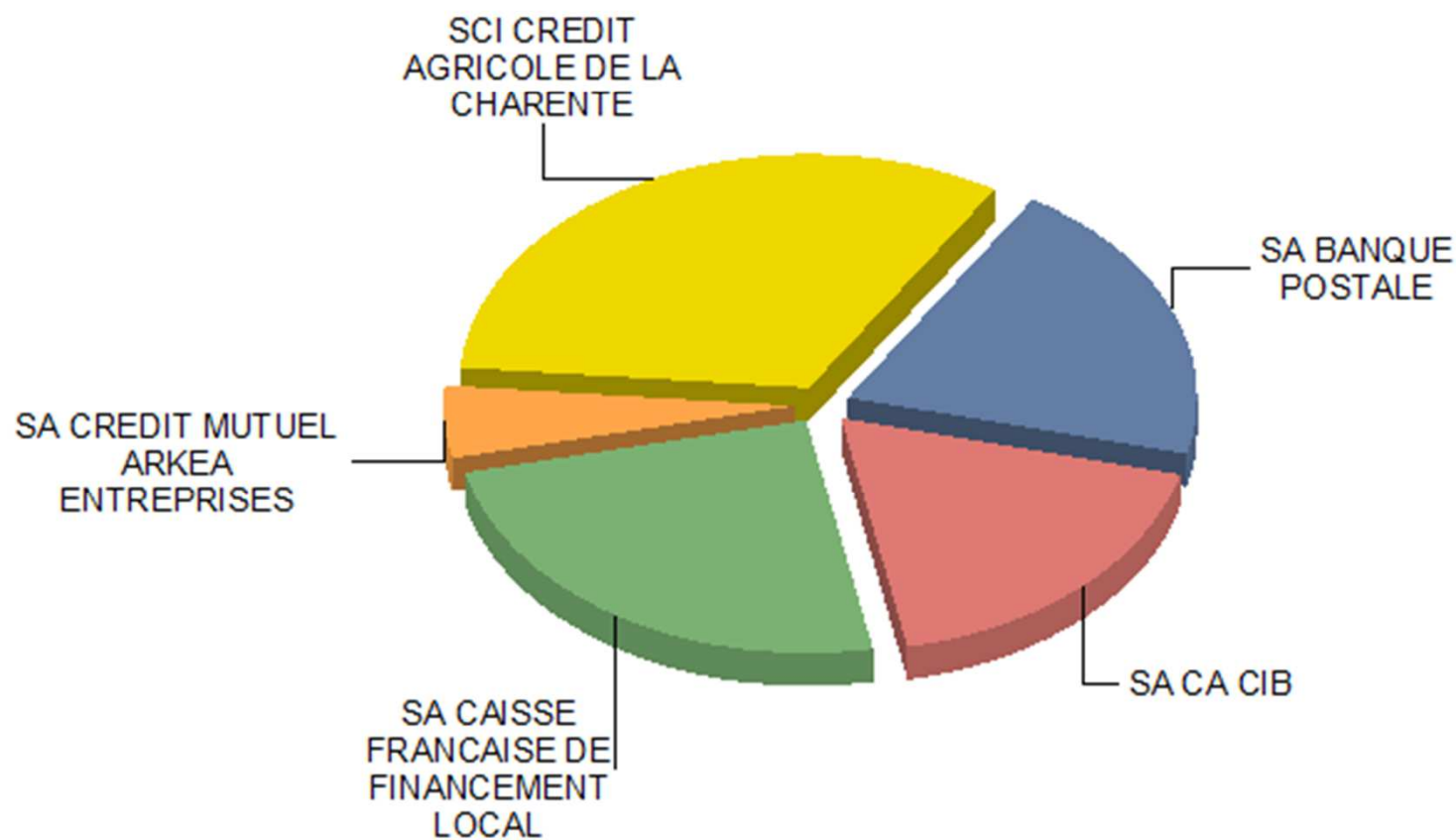
## II- Ratios et chiffres clefs : état de la dette

L'endettement consolidé au  
01/01/2022 : **5.927 K€**  
(budgets principal et  
annexes)



## II- Ratios et chiffres clefs : état de la dette

### Répartition des échéances par prêteur pour l'exercice 2021



## Éléments de contexte

### I. Projet de Loi de Finances 2022

### II. Les ratios et les chiffres clés du budget de la Ville:

- > Résultats du budget 2021
- > Analyse financière comparée 2020-2021
- > Etat de la dette

### III. Orientations Budgétaires 2022

- > Hypothèses pour les Orientations Budgétaires 2022
- > Prospective financière 2022-2023

### IV. Plan Pluriannuel d'Investissement 2022-2026

## III- Orientations budgétaires 2022

**La stratégie financière repose sur une gestion exigeante pour investir, sans augmenter les impôts.**

**La stratégie financière de la commune, sans augmentation d'impôts, consiste à :**

- **Dégager au minimum un taux d'épargne brute supérieure à 8 % ;**
- **Maintenir la capacité de désendettement autour de 8 ans ;**
- **Maîtriser l'évolution des dépenses de fonctionnement ;**
- **Poursuivre la réalisation du PPI du mandat.**

**Cette stratégie financière implique de :**

- **Evaluer les actions des politiques publiques et leurs dépenses ;**
- **Poursuivre la transformation et la modernisation du fonctionnement des services ;**
- **Renforcer le pilotage de la masse salariale ;**
- **Diversifier et augmenter les financements externes.**



### III- Orientations budgétaires 2022

#### Hypothèses de la prospective financière du budget de fonctionnement 2022 :

- Fiscalité directe : dynamique de la revalorisation des bases fiscales en 2022 (+3,4%) avec un maintien des taux de fiscalité directe. Anticipation de la perte de Taxe Foncière (estimée à environ 700 K€) suite au démantèlement partiel de l'usine Lafarge à partir de 2023.
- Dotations de l'Etat stables : DGF en baisse et péréquation en hausse.
- Recherche de financements externes liés au patrimoine acquis récemment par la Ville de La Couronne via l'Etablissement Public Foncier, en particulier l'ancienne carrière Lafarge pour générer des recettes de fonctionnement pour compenser la perte fiscale : projets d'énergie verte et installation d'entreprises.
- Masse salariale en hausse avec les recrutements pour le développement des services (contrat de projet ORT manager centre-ville commerce/habitat, régisseur Culture), des revalorisations des agents de catégorie C et du SMIC : + 174 K€, soit 4,2%.
- Déficit de fonctionnement du Centre de Santé : 50 K€ /an.

## 2 – Prospective financière 2022

### Projection des recettes de fonctionnement 2022

	En K €	CA 2020	BPDM21	CA21	%CA20-21	OB22	%BP21-OB22
<b>Recettes de fonctionnement</b>		<b>8 276</b>	<b>8 087</b>	<b>8 390</b>	<b>1,36 %</b>	<b>8 550</b>	<b>5,42 %</b>
- Opérations d'ordre	042	5	56	29	82,76 %	5	-1020,00 %
<b>Produits des contributions directes</b>	<b>7311&amp;7318</b>	<b>4 627</b>	<b>4 630</b>	<b>3 972</b>	<b>-16,49 %</b>	<b>4 107</b>	<b>-12,73 %</b>
<b>Sous total fiscalité indirecte</b>		<b>1 204</b>	<b>1 202</b>	<b>1 357</b>	<b>11,27 %</b>	<b>1 294</b>	<b>7,11 %</b>
Attribution de compensation	73211	758	758	758	0,00 %	758	0,00 %
Droits de place	7336	8	7	9	11,11 %	9	22,22 %
Taxe Locale sur la Publicité Extérieure	7368	84	84	124	32,26 %	104	19,23 %
Taxe sur l'électricité	7351	166	166	176	5,68 %	186	10,75 %
Taxe add. sur les droits de mutation	7381	147	146	252	41,67 %	199	26,63 %
Taxes sur les pylones électriques	7343	40	40	37	-8,11 %	37	-8,11 %
Autres taxes	7338	1	1	1	0,00 %	1	0,00 %
<b>Sous total dotations</b>		<b>1 756</b>	<b>1 533</b>	<b>2 312</b>	<b>24,05 %</b>	<b>2 285</b>	<b>32,91 %</b>
Dotation de Solidarité Com.	73212	60	30	67	10,45 %	19	-57,89 %
FPIC	73223	92	135	142	35,21 %	140	3,57 %
Dotations, subventions et participations	Chapitre 74	1 604	1 368	2 103	23,73 %	2 126	35,65 %
<b>Sous total autres recettes</b>		<b>689</b>	<b>722</b>	<b>749</b>	<b>8,01 %</b>	<b>864</b>	<b>16,44 %</b>
Atténuation de charges	Chapitre 013	20	20	34	41,18 %	20	0,00 %
Produits des services, du domaine	Chapitre 70	638	671	676	5,62 %	695	3,45 %
Autres produits de gestion courante	Chapitre 75	17	20	14	-21,43 %	17	-17,65 %
Produits financiers	Chapitre 76	0	0	0		0	
Produits exceptionnels	Chapitre 77	14	11	25	44,00 %	132	91,67 %

## 2 – Prospective analyse financière 2022

### Projection des dépenses de fonctionnement 2022

	En K €	CA 2020	BPDM21	CA21	%CA20-21	OB22	%BP21-OB22
<b>Dépenses de fonctionnement</b>		<b>6 977</b>	<b>8 127</b>	<b>7 637</b>	<b>8,64 %</b>	<b>7 774</b>	<b>-4,54 %</b>
- Opérations d'ordre	042	296	303	290	-2,07 %	324	6,48 %
<b>Charges de personnel</b>	Chapitre 12	<b>3 597</b>	<b>3 889</b>	<b>3 845</b>	<b>6,45 %</b>	<b>3 983</b>	<b>2,36 %</b>
<b>Sous total charges d'exploitation</b>		<b>3 311</b>	<b>4 137</b>	<b>3 697</b>	<b>10,44 %</b>	<b>3 696</b>	<b>-11,93 %</b>
Charges à caractère général	Chapitre 11	1 407	1 929	1 642	14,31 %	1 668	-15,65 %
Autres charges de gestion courante	Chapitre 65	1 881	2 183	2 087	9,87 %	2 058	-6,07 %
Intérêts courus non échus	66112	18	14	-41	143,90 %	-37	137,84 %
Atténuation de produits	Chapitre 14	2	2	2	0,00 %	2	0,00 %
Charges exceptionnelles	Chapitre 67	3	9	7	57,14 %	5	-80,00 %
<b>Intérêts de la dette</b>	66111	<b>69</b>	<b>101</b>	<b>95</b>	<b>27,37 %</b>	<b>95</b>	<b>-6,32 %</b>

## 2 – Prospective financière 2022

### Scénario au fil de l'eau avec 550 K€ d'emprunt en 2022

En K €	chapitre ou compte budgétaire	CA 2020	CA 2021	% CA 2020-2021	OB 2022	% BP 2021 - OB 2022
<b>Epargne de gestion</b>		1 368	848	-61%	871	3%
<i>Intérêts</i>	66111	-69	-95	27,37 %	-95	0,00 %
<i>Produits des cessions d'actif</i>	775	0	5	100,00 %	100	95,00 %
<b>Epargne brute</b>		1 299	748	-74%	676	-11%
<b>Taux d'épargne brute</b>		16%	9%		8%	
<b>Epargne nette</b>		777	196	-296%	125	-57%
<i>- Remboursement de la dette en capital</i>	Chapitre 16	522	552	5,43 %	551	-0,18 %
<b>Encours de la dette</b>		5 373	5 323	-0,94 %	5 873	9,36 %
<b>Ratio Dette / Epargne Brute</b>		4,14	7,12		8,69	

- Objectifs recherchés à travers ce scénario d'emprunt estimés à 550 K€:
  - Accompagner l'évolution des dépenses de fonctionnement en fonction du niveau de recettes attendues selon les hypothèses des orientations budgétaires 2022.
  - Garantir une trajectoire financière pluriannuelle permettant de maintenir l'épargne nette positive pour participer au financement des projets d'investissement Plan Pluriannuel d'Investissement 2021-2025.

# Analyse des équilibres financiers fondamentaux

En milliers d'Euros	Euros par habitant	Moyenne de la strate	OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT	Ratios de structure	Moyenne de la strate
8 266	1 035	1 159	<b>TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT = A</b>	<b>en % des produits CAF</b>	
8262	1034	1127	PRODUITS DE FONCTIONNEMENT CAF		
4 630	580	507	dont : Impôts Locaux	56,04	45,00
539	68	95	Autres impôts et taxes	6,53	8,44
764	96	153	Dotation globale de fonctionnement	9,24	13,59
11	1	2	FCTVA	0,00	0,13
638	80	68	Produits des services et du domaine	0,00	6,00
7 239	906	1 014	<b>TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT = B</b>	<b>en % des charges CAF</b>	
6943	869	926	CHARGES DE FONCTIONNEMENT CAF	0,00	0,00
3 578	448	537	dont : Charges de personnel	51,54	57,98
1 385	173	236	Achats et charges externes	19,95	25,47
82	10	22	Charges financières	1,18	2,36
378	47	28	Contingents	5,44	2,99
1 372	172	65	Subventions versées	19,77	7,03
1 027	129	145	<b>RESULTAT COMPTABLE = A - B = R</b>		

- Synthèse des équilibres financiers fondamentaux (source DGFIP – 2020):
  - Recettes supérieures à la moyenne de la strate en impôts locaux et produits des services du domaine ; à contrario des recettes inférieures en autres impôts et taxes et DGF.
  - Dépenses supérieures à la moyenne de la strate en contingents et subventions versées ; à contrario des dépenses inférieures en charges de personnel, achats et charges externes et charges financières.

# Résultats de réalisation des investissements 2021

Résultat d'exécution de l'investissement en 2021				Comparaison avec 2020: Taux de réalisation
NATURE	Budget 2021 (BP+DM)	Réalisations 2021 CA provisoire	Taux de réalisation 2021	
Recettes d'investissement (hors emprunts et virement)	2 975 026	2 640 162	88,7%	24,3%
Dépenses d'investissement (hors remboursement dette)	5 819 549	3 126 881	53,7%	28,4%

⇒ **Moyenne des investissements 2,15 M€ /an en 2019-2020**  
(2,7 M€ en 2019 et 1,6 en 2020)

⇒ **Capacités d'investissement actuelles = entre 2,5 et 4 M€ / an**

⇒ **Objectif pour le budget d'investissement : réaliser 70% du budget prévisionnel**

# Analyse de la capacité d'investissement sur la période 2021-2025

## Des capacités d'investissement futures conditionnées

### ➤ Capacité d'investissement annuelle entre 2,5 M€ et 4 M€, sous réserve de réunir les conditions suivantes :

- Un **autofinancement positif**, c'est-à-dire une épargne nette positive et suffisante permettant la mobilisation de fonds propres pour le financement des investissements.
- Une **part importante de subventions (co-financements de partenaires institutionnels)** sur chaque projet d'investissement à travailler sur chaque opération.
- Des **emprunts adaptés en durée et taux** selon les projets (Banque des territoires et autres établissements bancaires)
- **Gestion active du patrimoine** (cessions, bails, ...)

## Éléments de contexte

### I. Projet de Loi de Finances 2022

### II. Les ratios et les chiffres clés du budget de la Ville:

- > Résultats du budget 2021
- > Analyse financière comparée 2020-2021
- > Etat de la dette

### III. Orientations Budgétaires 2022

- > Hypothèses pour les Orientations Budgétaires 2022
- > Prospective financière 2022

### IV. Plan Pluriannuel d'Investissement 2021-2025





# Plan Pluriannuel d'Investissement 2021-2025

**PPI 2021-2025 : 24,5 M€**

En montant TTC avant subventions et FCTVA



	Budget 2021	Réalisé 2021	RAR 2022	OB 2022
 <b>Education 7,0 M €</b>	526 K€	237 K€	240 K€	292 K€
 <b>Transport et mobilité 5,2 M €</b>	1.107 K€	980 K€	145 K€	1.114 K€
 <b>Hab Urba Commerces 4,6 M €</b>	1.304 K€	593 K€	473 K€	218 K€
 <b>Equipements publics 3,6 M €</b>	1.564 K€	766 K€	392 K€	744 K€
 <b>Sport 1,4 M €</b>	310 K€	157 K€	90 K€	297 K€
 <b>Santé 1,3 M € budget annexe</b>	383 K€	241 K€	0 K€	63 K€
 <b>Cadre de vie et bien-être 1,1 M €</b>	520 K€	56 K€	151 K€	241 K€
 <b>Culture 0,3 M €</b>	105 K€	97 K€	6 K€	73 K€
<b>TOTAL</b>	<b>5.819 K€</b>	<b>3.127 K€</b>	<b>1.497 K€</b>	<b>3.042 K€</b>

# Plan Pluriannuel d'Investissement global sur la période 2021-2025

